

Reproduction contre accumulation : pour une nouvelle intégration des problématiques « femmes » et « développement »¹

Karen BÄHR CABALLERO

Chercheuse, Université Catholique de Louvain, Belgique

Florence DEGAVRE

Chercheuse, Université Catholique de Louvain, Belgique

Dans les années 1970, face à l'échec des politiques de développement, les agences internationales sont parties à la recherche de nouvelles approches sur le développement, tout en se gardant de remettre fondamentalement en question sa finalité (la modernisation de type capitaliste) et ses moyens (l'accumulation et la croissance économique) (Peemans, 2002). On a ainsi eu recours à différents types d'explications pour justifier les blocages du développement, telles que la croissance démographique, l'inefficacité de l'État ou la difficulté à mobiliser l'épargne. Ces explications ont, par la suite, été accompagnées d'efforts pour intégrer une dimension plus sociale et humaine à la croissance économique.

¹ Cet article a été publié dans l'ouvrage : Géraldine Froger (ed), 2006, La mondialisation contre le développement durable ?, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien., Pp. 163-180.

Copyright © P.I.E. Peter Lang 2006

La question de la pauvreté, la préoccupation pour les besoins fondamentaux ou l'accès des individus aux biens et services qui commençaient à « compter » dans les approches non conventionnelles sur le développement, ont progressivement été intégrées aux politiques et projets des institutions internationales. En effet, sur le terrain, les projets prenant davantage en considération les besoins des personnes ont commencé à se développer, au profit d'actions plus centrées sur les petites structures d'intervention ponctuelle et focalisée, comme les organisations non gouvernementales (ONG).

Les femmes ont beaucoup bénéficié de cet intérêt pour le « terrain ». C'est ainsi que l'approche « Femmes dans le Développement » – mieux connue sous le sigle WID (Women in Development) – s'est considérablement développée depuis les années 1980 et 1990. Les écrits pionniers d'Esther Boserup (1970) ont contribué à engendrer ce courant nouveau de réflexions qui problématisaient ensemble les deux thèmes « femmes » et « développement » (Kabeer, 1994). Aujourd'hui, les théories regroupant « femmes » et « développement » forment un ensemble complexe d'approches hétéroclites. D'un côté, on peut identifier plusieurs formulations d'une intégration pure et simple des femmes à la logique de modernisation. Cette vision reste toujours dominante dans la pensée et la pratique du développement. D'un autre, on trouve des critiques du développement qui s'appuient sur la problématisation de l'expérience des femmes des milieux populaires. Notre contribution vise à discuter de l'apport de ces dernières à une redéfinition du développement en dehors du paradigme de la modernisation, tel qu'il a été défini par Lapeyre dans cet ouvrage.

I. La représentation des femmes dans le discours dominant sur le développement

A. *L'intégration des femmes dans la modernité*

La vision modernisatrice du développement sous tend encore très largement les politiques et théories du développement (Scott, 1995). Cette vision se construit principalement autour de l'idée que le développement est – idéalement – un processus d'évolution linéaire, poursuivant l'objectif final de généraliser le mode de vie des sociétés industrialisées. Elle repose en grande partie sur les catégories opposées tradition/modernité, comme mesure de l'état d'avancement des sociétés du Sud, le développement permettant à ces dernières de se hisser d'un stade traditionnel, jugé inférieur, vers la modernité, dont la composante principale est la croissance économique.

Dans cette perspective, les causes du sous-développement se trouvent dans la nature même des sociétés du Sud, dont les spécificités se définissent en termes de retard et d'attachement à leurs composantes traditionnelles. Identités culturelles et institutions historiques locales sont perçues comme des obstacles à franchir, ou, au mieux, comme des maux dont on tentera d'aménager la marche afin de les rendre fonctionnelles à la croissance. Pour les premiers auteurs du courant de la modernisation, les sociétés du Sud doivent promouvoir le changement et organiser toutes les composantes sociétales en fonction du passage du stade traditionnel vers la modernité (Rostow, 1960 ; Lewis, 1955 ; Parsons, 1967 ; Lerner, 1964). Dans la vision du courant modernisateur, cet effort de transformation concerne aussi bien les techniques de production, les rapports d'échanges et les institutions sociales que les relations interpersonnelles. Par ailleurs, la prévoyance individuelle et la recherche d'efficacité doivent remplacer le jeu complexe et lent des alliances visant la sécurisation collective du revenu (Peemans, 2002).

Dans ces formulations initiales, certes présentées très sommairement ici, les femmes font partie des strates les plus traditionnelles de la société. Leur « altruisme » les enferme « naturellement » dans la sphère privée, dans le domestique (Scott, 1995). En fait, peu de théoriciens du développement se sont réellement intéressés aux femmes ou aux rapports de genre avant les années 1970. Les quelques écrits qui s'en préoccupent placent la distinction hommes-femmes au rang des multiples oppositions binaires inhérentes au discours modernisateur – hommes-femmes, productif-reproductif –, suivant *grosso modo* la frontière de l'opposition modernité-tradition. Un auteur comme Arthur Lewis illustre bien cette caractéristique de la théorie de la modernisation où les femmes sont considérées comme « prisonnières » de la tradition:

Les femmes profitent même plus de la croissance que les hommes. La femme se libère d'un fardeau, s'émancipe de l'univers reclus du foyer, et gagne ainsi sa chance d'être un être humain complet, qui se sert de son esprit et de ses capacités autant que les hommes. Les hommes peuvent débattre autant qu'ils le veulent de la désirabilité du progrès économique pour eux, mais pour les femmes, c'est comme se demander si elles devaient cesser d'être des bêtes de somme et faire enfin partie de l'espèce humaine. (Lewis, 1955, cité par Kabeer, 1994, p.19, n.t.).

La littérature sur les femmes du Sud est ainsi marquée par l'idée d'un « éternel féminin », corseté entre permanence et tradition (Coquery-Vidrovitch, 2001).

En s'intéressant à l'apport des femmes au développement économique, Boserup (1970) rompt avec cette longue tradition. Son ouvrage a été une source d'inspiration puissante pour la pensée du Nord sur la problématique des femmes du Sud. Il est découvert en 1974 par la Commission de la condition des femmes des Nations unies, après que celle-ci ait commencé, sous l'impulsion des mouvements féministes des années 1960, un travail de réflexion sur le rôle des femmes dans le développement économique et social. Les femmes deviennent dès lors progressivement des « bénéficiaires » des politiques internationales.

Mais en rassemblant les problématiques « femmes » et « développement », Ester Boserup ne rejette pas les principes et les moyens de la modernisation. Elle s'inquiète au contraire de faire bénéficier les femmes de ce qu'elle considère comme des bienfaits jusque là réservés aux hommes. Pour la majorité du courant WID qu'elle inspire, Boserup offre un cadre économique néo-classique à l'interprétation du rôle des femmes dans l'économie (Beneria et Sen, 1997). La situation inégale des hommes et des femmes traduit le résultat de leurs choix individuels. Comme pour les théoriciens de la modernisation, les facteurs culturels sont cruciaux pour expliquer le statut inférieur des femmes du Sud. Par ailleurs, le marché n'est pas remis en question dans sa capacité à améliorer la situation des hommes et des femmes. Globalement, les « avocates » de WID dénoncent également les projets affectant négativement la productivité des femmes en les privant de l'accès à l'éducation, ou en les chargeant davantage en tâches domestiques (Tinker, 1997).

Il est important de comprendre ici que l'argument pour l'intégration des femmes dans le développement fait appel à la fois aux principes d'efficacité et de justice, ce qui, en raison du contexte politique et économique des années 1970, pouvait être entendu, même par les partisans les plus orthodoxes de la modernisation. Comme le souligne Naïla Kabeer, en démontrant le biais sexiste de la modernisation et le coût en termes productifs de l'omission des femmes, l'approche WID a su déjouer les intérêts contradictoires du capitalisme et du « patriarcat » (Kabeer, 1994). L'argument directement utilisé par WID pour plaider en faveur de l'égalité des sexes fait tantôt référence au processus d'émancipation des femmes européennes ou américaines (à travers l'importance accordée à l'emploi industriel par exemple), tantôt aux arguments d'efficacité économique. Du coup, l'approche WID ne s'est pas départie des pratiques et projets ouvertement fonctionnalistes par rapport à la croissance. Elle occupe donc une place

ambiguë dans les théories du développement et des critiques émanant des courants hétérodoxes lui ont été adressées.

Pour les féministes marxistes par exemple, la subordination sociale des femmes est située dans le cadre du processus historique capitaliste. La séparation des sphères privée et publique, ainsi que l'exclusion des femmes de la production (Giménez, 1975) ou leur renvoi dans la reproduction perçue comme sphère domestique, en est une conséquence (Beneria et Sen, 1997). Autrement dit, les rapports sociaux de classe contribuent également à l'analyse de l'exclusion des femmes du développement. Les réflexions des féministes marxistes, ainsi que l'influence grandissante des mouvements de femmes du Sud, ont contribué à la formation d'une approche nommée « Femmes et développement », ou Women and Development (WAD), critique à la fois de la modernisation et reconnaissant la multiplicité des rapports de pouvoir et de domination : races, sexes, classes.

La rencontre entre certains postulats de WAD et ceux de WID donnera lieu à l'émergence d'une troisième approche, visant à intégrer l'analyse de genre dans les processus de développement : Gender Analysis in Development (GAD)². Elle se veut une réaffirmation du caractère problématique de l'intégration des femmes dans le développement, notamment à travers une critique de la façon dont WID a été intégrée dans les programmes et projets de terrain. En effet, de nombreux programmes et projets de développement intégrant la problématique « femmes » ont tenté de faire intervenir les femmes dans des projets, mais souvent en reproduisant des stéréotypes propres à la vision modernisatrice, pourtant dénoncés par les postulats de WID. L'approche GAD déplore le fait que les besoins des femmes aient souvent été théorisés à

² Analyse à travers le genre dans le développement. La Conférence, *The Continuing Subordination of Women*, financée en 1978 par l'Institute for Development Studies de l'Université de Sussex, a joué un rôle non négligeable dans l'introduction du genre dans le développement. Voir Parpart et al. (2000).

partir de ceux de la famille sans que le problème de la redistribution des ressources au sein de la famille et entre les familles n'aie réellement été pris en considération (Kabeer, 1994). Elle déplore aussi que des projets de développement, accessibles uniquement aux femmes, ne leur ont pas permis d'obtenir un revenu suffisant ou n'ont pas réussi à les faire entrer dans des domaines « non traditionnels » (Scott, 1995).

L'approche GAD est au départ fondamentalement critique à l'égard du lien entre émancipation et efficacité. La tendance utilitariste y est dénoncée à plusieurs reprises. Pourtant, on assiste au développement d'une approche plus conventionnelle de GAD sur le terrain. Des projets non centrés sur l'exportation et prenant davantage en considération les besoins des populations, ont commencé à se développer et à gagner la faveur des « développeurs » du Nord, confrontés aux limites des méga-projets gouvernementaux (Harcourt, 1994). Mais l'intégration de la critique radicale, parce qu'elle remet fondamentalement en question la domination dans les rapports entre hommes et femmes, attire peu de bailleurs et on peut constater, au sein du courant GAD, la tendance à insister sur l'aspect économique de l'émancipation des femmes, les définissant comme des sujets producteurs mal reconnus (Saint Hilaire, 1996).

La division du travail – d'un côté le travail reconnu et productif de l'individu masculin, d'un autre le travail invisible et reproductif de l'individu féminin – est aujourd'hui ce sur quoi la différence sexuelle se fixe dans les discours GAD. L'absence des femmes de la production – suffisamment rémunérée – est perçue comme la raison de leur pauvreté. La pauvreté économique des femmes est non seulement devenue un problème majeur mais elle devient la conclusion obligée de l'approche « genre », estompant toutes les autres caractéristiques de la hiérarchisation des sexes.

Le genre devient dès lors synonyme de pauvreté dans le champ du développement. Etablie comme une priorité, la lutte contre la « féminisation de la pauvreté » justifie l'intervention

des spécialistes du développement et des agences multilatérales depuis la première moitié des années 1990 (Jackson, 1998).

Outre ce concept de « féminisation de la pauvreté » qui prépare mentalement à l'urgence d'une intervention, les institutions multilatérales d'aide y ont également trouvé une légitimité nouvelle à leur intervention envers les femmes en matière de contrôle démographique et d'efficacité économique (Parpart et al., 2000). Comme dans l'approche WID, élargir le choix des activités que peuvent exercer les femmes contribue à une meilleure spécialisation et division du travail entre les sexes. Il est toujours question ici de la définition par les agences multilatérales des priorités du développement et de la désignation des acteurs susceptibles de remplir leurs espoirs en termes de performance. Les femmes pauvres deviennent dès lors un moyen autant qu'une fin.

Par ailleurs, une partie de l'approche GAD manipule le langage féministe de la subordination des femmes mais n'associe que rarement la pauvreté à ses causes. La pauvreté devient une catégorie naturelle pour les femmes, une caractéristique quasi « essentielle » car non problématisée. Sous cet angle, les femmes naissent pauvres (Jackson, 1998). Dans le problème de la pauvreté, l'approche GAD reste fidèle dans la pratique à une certaine orthodoxie développementaliste qui constate des situations de mal-développement mais n'interroge pas les rapports sociaux de sexe ou de classe qui les sous-tendent. Le problème de la pauvreté des femmes n'est jamais envisagé comme un problème de dépossession active, et les solutions envisagées sont tournées vers l'accumulation de moyens financiers dans les mains des femmes.

Certaines auteures voient même dans l'utilisation du genre par des fonctionnaires ou membres d'organismes internationaux, une façon de pratiquer autrement le contrôle de la natalité, en s'appuyant par exemple sur la participation des femmes dans les organisations communautaires afin d'améliorer la prestation des projets et des programmes de population (Alvarez, 1999 ; Falquet 2003).

B. Le nuances du discours « Genre et développement »

Autrement dit, l'intégration des questions femmes/genre dans le développement est complexe, mais peut être résumée sous la forme de deux grandes représentations des idées sur le terrain.

D'un côté, on a une approche où le développement est une question dépolitisée et où les critiques se concentrent sur les rapports individuels entre hommes et femmes. Ce discours promeut un développement modernisateur grâce aux contributions économiques des femmes et à leur incorporation au marché. Cette vision s'est sans cesse renouvelée depuis les années 1970 et a incorporé en partie le souci environnemental. Il se retrouve dans les programmes de lutte contre la pauvreté et dans certains types de projets de micro-crédit, par exemple (Molyneux, 2002). Dans cette approche, il y a une simplification des rapports entre les sexes, qui favorise une perspective individualiste des rapports de genre, en les limitant à la forme qu'ils prennent au sein de l'unité domestique.

Toujours dans la vision dépolitisée du développement, on trouve également une lecture de la problématique femmes/genre liée aux rapports sociaux des sexes où les « problèmes des femmes » sont considérés comme le résultat de comportements masculins opprimants, eux-mêmes replacés dans le contexte des rapports sociaux. Cette approche problématise à nos yeux encore insuffisamment les autres rapports de pouvoir, notamment la répartition inégale des ressources au niveau de la société, la privatisation de la terre et leurs répercussions sur le statut social des femmes.

Si ces approches dominantes « femmes et développement » ont contribué à une accumulation de connaissances inédites sur la situation des femmes, elles ont également construit une vision des femmes comme catégories de populations à « administrer » dans le cadre d'une vision conventionnelle sur le développement international, donnant la priorité à

l'accumulation sur les questions sociales. Il ne s'agit évidemment pas de nier ou de minimiser l'importance de la relation entre les sexes dans la subordination des femmes, ni d'autres relations mais bien de questionner la façon dont le genre a été un instrument pour participer à la négation des autres rapports sociaux et surtout, à l'invisibilisation d'autres phénomènes structurels participant à la subordination des femmes.

Enfin, on peut identifier un deuxième ensemble d'écrits, non dominants, s'appuyant sur une vision des femmes comme porteuses d'une autre logique. Cette approche s'inspire de l'analyse féministe de la tradition post-coloniale et de l'analyse féministe poststructuraliste³, pour questionner la validité de la vision modernisatrice comme synonyme de développement. Le féminisme post-colonial souligne combien les femmes du Sud continuent à être dépeintes – par les acteurs officiels du développement comme par certains féminismes du Nord – comme des victimes passives et opprimées et combien leur capacité à formuler des stratégies propres d'émancipation est niée (Mohanty, 1988 ; Ong, 1988). Le féminisme post-structuraliste dénonce, lui, la façon dont les femmes sont devenues des « sujets » du développement. Cette représentation des sociétés du Sud et des femmes justifie en effet l'entrée en scène des « expertes de genre » qui viennent traiter la subordination des femmes comme un problème universel et homogène faisant appel à des mesures techniques également homogènes et consensuelles (Parpart, 1995). Dès lors, il y a lieu de partir à la recherche d'une autre intégration des femmes dans le développement, critique à la fois de la subordination des femmes et de la vision modernisatrice sur le développement qui déqualifient les institutions locales, jugées

³ Nous situons dans ce courant les féministes puisant dans la pensée des auteurs post-structuralistes qui déconstruisent les concepts et les discours dominants afin de montrer comment, derrière la supposée unicité et universalité des concepts, se cachent des rapports de pouvoir et une subordination implicite des femmes.

traditionnelles et donc enfermantes⁴. Or, un des traits caractéristiques de la vision dominante à l'égard des femmes et du développement, très peu relevé dans les approches critiques, repose sur la dévalorisation du reproductif comme lieu impossible de l'action émancipatrice des femmes.

II. La dévalorisation de la sphère reproductive dans les approches conventionnelles sur le développement

La critique de la perspective modernisatrice sur les femmes et le développement, mentionnée ci-dessus, laisse entrevoir combien les femmes du Sud ont été inscrites dans leur rapport avec une sphère reproductive réduite à sa seule partie subordonnée. Ceci nous autorise à soulever la question de la place secondaire qui a été faite à la sphère reproductive dans ces différentes approches. De façon générale, la volonté d'intégrer les femmes dans le développement s'est largement posée dans des termes individualistes. L'émancipation est associée au transfert des femmes de la sphère privée à la sphère publique. Privilégiant ainsi une analyse dualiste de la société, la sphère reproductive est associée au privé, espace où s'effectuent des activités considérées comme marginales et secondaires, par rapport aux activités très valorisées de la sphère productive, la croissance économique et l'accumulation.

Cette conceptualisation du reproductif se base essentiellement sur l'expérience historique du Nord et a contribué à l'interprétation étroite qu'il peut jouer dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Par ailleurs, cette approche a surtout contribué à la compréhension de la sphère reproductive principalement associée au phénomène démographique ou à la survie. Selon le degré d'alarmisme ou de pragmatisme du discours, il existe plusieurs variantes de cette perspective. Nous allons aborder les deux

⁴ Voir à ce propos la discussion autour de « tradition *versus* émancipation » dans Flew et al. (1999).

visions considérées comme les plus radicales, sachant qu'il existe de nombreuses variantes se situant entre ces deux extrêmes.

Pour une première vision, le reproductif, synonyme de tradition, est un « obstacle » qu'il faut surmonter et constitue même une menace pour le projet modernisateur. C'est ce que démontre l'argumentaire alarmiste dans le domaine des rapports entre « population » et « développement » (Peemans, 2002). Il est important de souligner que dans les années 1970, les débuts de l'intégration « femmes » et « développement » coïncident avec les débats sur la question démographique et sur l'alimentation (Kabeer, 1994).

Les tenants du discours alarmiste prônent un contrôle démographique coercitif et interventionniste, soulignant l'idée que la population constitue « le problème » (Furedi, 1997). Cette vision mène les politiques à prescrire, voire à contraindre, les pauvres, et notamment les femmes, à un contrôle de la natalité. La prémisse est que les pauvres compromettent les opportunités de développement en exerçant une pression démographique sur les ressources disponibles, et que l'augmentation du nombre des populations démunies est avant tout due à leur incapacité à limiter leur reproduction démographique.

Dans ces analyses, les femmes apparaissent au centre de la relation entre croissance démographique et développement. Elles ont d'ailleurs reçu une attention disproportionnée dans les programmes de contrôle de la population puisqu'en tant que mères potentielles, elles sont rarement considérées comme des sujets compétents et capables de choisir de façon responsable (Kabeer, 1994). Elles sont plutôt perçues comme des sujets ignorants ou manquant de « quelque chose »: la capacité de contrôler leur corps et l'accès aux contraceptifs.

Cette vision a été inspirée par des études et analyses réalisées par des universitaires des pays développés, notamment les États-Unis. Ce qui a provoqué, dans les années 1990, l'émergence d'un courant critique en partie développé

par des auteurs du tiers-monde (Peemans, 2002). Plusieurs études menées dans des centres de recherche africains par exemple, ont dénoncé les déficiences méthodologiques des analyses occidentales en matière de population, les préjugés idéologiques sous-jacents à ces analyses et la méconnaissance des cultures du Sud qu'ils comportent⁵.

Ces études critiques fournissent une analyse complètement inverse de la relation entre pauvreté et croissance démographique. Pour Lant Prichett (cité par Grimes, 1998) la fécondité des pays du tiers-monde n'est pas déterminée par un accès plus large aux contraceptifs, mais par les conditions sociales et économiques dans lesquelles vivent les populations. Les conditions qui permettraient une baisse de la fécondité des femmes des milieux populaires seraient donc plutôt liées à l'amélioration des niveaux de vie et à la baisse de la mortalité infantile, de telle façon que les femmes « qui ont des enfants lorsqu'elles le veulent », ont l'espoir de voir plus d'enfants survivre (Grimes, 1998) . La prise en main de la question démographique a donc réduit la sphère reproductive à la fécondité en négligeant les autres aspects, pourtant nombreux, de la reproduction⁶.

Une deuxième vision restrictive du reproductif est liée à son assimilation à la sphère domestique et privée. Le reproductif est perçu comme un domaine de réclusion des femmes où les valeurs et les pratiques entérinent leur subordination aux hommes. La construction sociale du genre est « reprochée » à la tradition, voire à la religion, dans la perspective de la dichotomie tradition/modernité. De ce fait, la solution passe par

⁵ Pour Grimes (1998), les pressions politiques agressives exercées sur les auteurs et sur les laboratoires de recherche par les organismes comme la Banque mondiale, l'Agence américaine d'aide au développement (United States Agency for International Development ; USAID), la Fondation Ford, etc. – entités qui financent la recherche dans ce domaine – sont à la base des biais d'analyse et de l'ambiguïté des résultats.

⁶ Nous ne prenons pas position ici contre l'offre de moyens efficaces de contraception aux femmes ou contre toute mesure destinée à faciliter le contrôle de leur sexualité et leur corps, nous critiquons par contre la relation causale établie entre pauvreté et reproduction démographique, ainsi que l'idée selon laquelle l'éradication de la pauvreté passe avant tout par une diminution de la natalité des pauvres.

une « libération » de cet espace, ce qui implique un changement de son identité, au travers d'un processus d'individuation grâce auquel les femmes cesseront de « s'occuper des autres » pour « s'occuper d'elles-mêmes »⁷.

Pour nous, ces deux visions s'appuient sur une définition extrêmement réduite du reproductif. Dans le paragraphe suivant, nous en proposons au contraire une définition étendue, davantage liée à une compréhension des modes de vie des populations, aux éléments constitutifs de leur identité et de leur culture et à leurs stratégies de reproduction humaine.

III. Pour une reconceptualisation du reproductif au sein des processus de développement

A. Une hypothèse sur la dévalorisation du reproductif et la subordination des femmes

Nous venons de voir comment le discours dominant sur l'intégration des femmes dans le développement s'appuie sur une forte dévalorisation de la sphère reproductive. Notre hypothèse est que le champ du reproductif s'est considérablement restreint dans la tension permanente avec les structures socio-économiques capitalistes. Ce processus a une incidence sur la forme spécifique que prend la subordination des femmes dans les sociétés du Nord et du Sud.

La tension productif/reproductif se manifeste dans la longue durée, dans le cadre d'une série de processus historiques parmi lesquels en premier lieu, la hiérarchisation entre ces deux sphères. Ainsi, le « productif » est prioritaire et important alors que le « reproductif » est secondaire et banal. Ensuite, on observe un processus de privatisation du reproductif qui, d'une

⁷ Cet argument a été avancé notamment par les tenants de la vision de la globalisation en termes d'« opportunités pour les femmes » où l'individuation est synonyme de liberté et d'autonomie (Todaro et Guzmán, 2001). Paradoxalement cette approche se trouve aussi à la base des politiques qui instrumentalisent la sphère reproductive pour la rendre fonctionnelle à l'accumulation. C'est le cas notamment de la valorisation des stratégies de survie des femmes dans un contexte d'ajustement structurel, et du transfert d'une partie des responsabilités sociales de l'État vers les femmes.

question sociétale, devient une question domestique d'abord, et individuelle et féminine ensuite (Bähr Caballero, 2001 ; Degavre, 2005). Finalement, on constate l'invisibilisation ou la minimisation d'une série de pratiques populaires qui, dans la réalité remettent en question l'opposition des deux sphères et rendent aux questions reproductives une place centrale, au cœur des stratégies économiques et sociales (Peemans, 2002).

La production théorique dominante a entériné ce double processus de subordination. Si le féminisme l'a contesté en mettant en question la subordination des femmes à la reproduction, au sens étroit, il n'a pas pour autant identifié les processus qui ont mené à l'infériorisation du reproductif, au sens large cette fois. La plupart des analyses féministes sur le développement se sont finalement inscrites dans la continuité de la dévalorisation de cet espace. C'est la littérature critique sur le développement comme modernisation qui nous invite à reconsidérer cette dévalorisation.

Un apport important à la reconceptualisation du développement est proposé par Jean-Philippe Peemans qui, dans l'ensemble de ses ouvrages, développe une grille historico-systémique de lecture des processus spécifiques vécus par les différentes sociétés. A partir de l'analyse historique de long terme, l'auteur identifie notamment l'existence d'une « demande » de développement exprimée dans les pratiques des acteurs populaires, différente du projet de modernité offert par les élites dominantes (Peemans, 2002).

Pour Fernand Braudel également, les processus structurants d'une société se construisent tout au long de leur histoire et c'est dans ce processus que l'auteur inscrit sa conception du développement, comme un processus de transformation déterminé par la dynamique interne de chaque société. A la base de ce processus, se trouve la civilisation matérielle, l'espace du quotidien orienté vers l'autoconsommation et la production réalisée avec une logique de satisfaction des besoins humains fondamentaux (Braudel, 1979). L'analyse de Braudel nous permet de poser un regard différent sur le développement

et de dévoiler, dans la longue durée, l'importance de la sphère reproductive qui se trouve ainsi conceptualisée comme la structure de base de toute société⁸.

Les femmes, qui entretiennent de par leur socialisation un rapport proche avec la reproduction, ne peuvent donc plus être considérées comme des actrices marginales ou comme des victimes passives, mais plutôt comme des sujets historiques à part entière, ce qui justifie l'introduction à leur égard d'une approche en termes d'acteurs⁹.

B. Approche en termes d'acteurs, de pratiques populaires et de capacité d'action des femmes

L'analyse braudelienne est particulièrement intéressante pour repenser la sphère reproductive puisqu'elle permet également de se débarrasser d'une interprétation monocausale du développement (la croissance économique), en faveur d'une reconstruction de l'histoire des milieux de vie et de leur reproduction (Degavre, 2001). Les pratiques des acteurs populaires sont au cœur de cette redéfinition du développement. Elle s'appuie notamment sur l'identification des stratégies de construction des formes de gestion de l'espace local et des réseaux de sociabilité (Peemans, 2004). Dans cette nouvelle définition, les populations sont dans un processus permanent de « régénération », en quête d'une amélioration de leur niveau de vie.

Dans cette perspective toujours, les femmes des milieux populaires sont des actrices très importantes des processus de développement. Leurs stratégies sont effectivement déterminées en grande partie par leurs rapports socialement

⁸ C'est l'existence et l'entretien d'une sphère reproductive qui constituent la base commune et universelle à toutes les sociétés. Celles-ci définissent, en fonction de contextes historiques et matériels locaux, des valeurs ou des besoins fondamentaux.

⁹ L'approche en termes d'acteurs ne nie pas les facteurs structurels qui se trouvent à l'origine des transformations sociales. Elle cherche plutôt à introduire dans l'analyse l'idée de capacité des acteurs subordonnés à manœuvrer dans le cadre des espaces disponibles et d'influencer les processus de transformation en fonction de leurs intérêts et de leurs visions du monde (Long et Long, 1992).

construits avec la sphère reproductive. Cependant, le contenu de ses stratégies varie énormément en fonction des articulations avec les autres systèmes de différenciation sociale, et notamment des classes sociales, ethnies et générations (Sen, 1994). Sans abandonner l'hypothèse féministe centrale des rapports de genre inégalitaires et de la subordination des femmes, la multiplicité de facteurs influençant la vie des femmes des secteurs populaires invite à l'emploi « éclairé et prudent » du prisme de la subordination individuelle et sociale. Celle-ci ne reste pas sans réponse de leur part, et la sphère reproductive pourrait bien être un lieu privilégié pour répondre, voire lutter et résister.

Il n'y a donc évidemment pas lieu de tomber dans une fascination pour les pratiques populaires, au risque de les « essentialiser ». Elles sont bien dans la reproduction sous contrainte, d'une part, et peuvent aussi être porteuses de subordination, en particulier de subordination de genre, d'autre part.

Les pratiques populaires sont, par ailleurs, sans cesse menacées de destructuration, s'inscrivant avec force dans l'histoire mais restant fragiles. Néanmoins, elles sont la preuve de l'existence d'une autre logique autour de laquelle s'organise le développement des populations. On est loin du développement vu comme modernisation, même dans son visage le plus humain. Il s'agit ici de pratiques hautement sensées, loin de ressembler à un paquet de biens pour répondre à des « besoins de base », ce qui nous laisse à penser que l'on est bien dans la reconstruction d'une vision du développement.

Il ne faut toutefois pas confondre cette capacité des acteurs populaires avec les politiques visant à les « aider à se développer par eux-mêmes » tout en conservant la logique d'accumulation. En effet, les conséquences de plus en plus néfastes des stratégies d'accumulation produisent une érosion des institutions locales séculaires et accélèrent la destruction des rapports socio-culturels qui faisaient sens (Peemans, 2004). A nos yeux, ceci justifie un questionnement sur la légitimité du

discours des acteurs dominants et rendent urgente une conceptualisation alternative du développement (Lapeyre, 2001). Les propos développés jusqu'à maintenant, nous permettent d'affirmer que questionner la dévalorisation du reproductif constitue en soi une démarche pour penser autrement le développement.

En fait, reproduction et développement sont deux processus étroitement liés, faisant intervenir des notions complexes et fondamentales de sécurisation du revenu, d'entretien du vivant et de régénération du lien social. Il ne saurait y avoir de développement sans reproduction. De ce fait, l'approfondissement de l'accumulation et des conditions d'une croissance internationalisée, ne saurait être confondue avec le développement.

IV. En guise de conclusion: la reproduction étendue du vivant. Des pistes pour redéfinir le développement

Le raisonnement développé ci-dessus invite à cesser de voir la vie économique uniquement à travers le prisme du productif marchand, comme nous y invitait déjà Karl Polanyi et à trancher avec la représentation courante de la reproduction (Polanyi, 1944). Il s'agit de reconnaître la production d'activités humaines tournées vers la régénération d'une société et des éléments humains et environnementaux qui la composent.

A ce stade, nous pouvons donc identifier des éléments de redéfinition de la reproduction, à partir de l'ensemble des pratiques et des comportements qui concourent aux objectifs de recomposition du lien social, de reconstitution d'un territoire de vie et d'amélioration de la qualité de la vie. Il s'agit d'un concept utile pour saisir le sens et la cohérence entre les pratiques de soin aux personnes, d'entretien de l'environnement social et humain. Ces pratiques relèvent aussi bien de l'économique que du social ou du politique mais sont tournées vers des objectifs bien distincts de l'accumulation.

La notion de territoire nous invite également à parler de reproduction « étendue », à la fois parce qu'elle ne concerne pas que le privé ou le domestique, ni la conception restreinte du reproductif telle que dénoncée ci-dessus, mais bien l'ensemble des pratiques qui visent à renforcer un lien social dans un lieu de vie, défini à partir d'une identité sociale et culturelle.

Il faut également parler de reproduction étendue du « vivant » car il est question, au Nord comme au Sud, à la fois de l'environnement humain et naturel. En fait, pour saisir le concept de reproduction étendue du vivant, il faut se départir de la vision éclatée que nous avons des activités marchandes et non marchandes, monétaires et non monétaires. Aujourd'hui, les pratiques de reproduction étendue sont segmentées, renvoyées en partie aux femmes dans la sphère domestique, en partie aux métiers du social et en partie aux institutions comme la sécurité sociale, dans un processus de déconstruction sélective.

La reproduction étendue du vivant peut servir de base à la redéfinition du développement en dehors de la modernité. En fait, cette proposition s'oppose à la vision modernisatrice en plusieurs points. La reproduction étendue du vivant est bien l'inverse de l'intégration ou de l'insertion de populations considérées comme des « marges » à un mode de production et de consommation conforme à la logique d'accumulation. Loin d'être synonyme de tradition, la logique de reproduction sous-tend une logique universelle de réinvention des conditions de vie à l'intérieur de contraintes que les populations tentent de maîtriser.

Références

- ALVAREZ, S. (1999), « Feminismos dispersos y desplazamientos desiguales » in *Feminismos de fin de siglo. Una herencia sin testamento*, Especial Fempress.
- BÄHR CABALLERO, K. (2001), « Las mujeres y el proceso de desarrollo histórico en Centroamérica », Monographie.
- BÄHR CABALLERO K. (2004), « Mujeres, procesos históricos y agencia. Por una mirada teórico-metodológica alternativa del sub-campo Mujeres y Desarrollo », Communication faite au VII Congreso Centroamericano de

- Historia, Universidad Nacional Autónoma de Honduras y Universidad Pedagógica Nacional. Tegucigalpa, 19 al 23 de juin.
- BENERIA, L. et SEN, G. (1997), « Accumulation, Reproduction and Women's role in Economic Development: Boserup revisited » in Duggan N., Nisonoff L., Visvanathan N. et N. Wiegiersma, *The Women, Gender and Development Reader*, Londres, Zed Books LTD, pp. 42-50.
- BOSERUP, E. (1970), *La femme face au développement économique*, Paris, PUF Sociologie d'aujourd'hui, 2^e édition 1983.
- BRAUDEL, F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Tome 1, « Les structures du quotidien : le possible et l'impossible », Paris, Armand Colin.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. (2001), « Des femmes colonisées aux femmes de l'indépendance, ou du misérabilisme au développement par les femmes : approche historique », communication au Colloque international : Genre, population et développement en Afrique, session 2 : Nouvelles approches méthodologiques, Abidjan, 16-21 juillet.
- DEGAVRE, F. (2001), « Interpréter les processus de développement. Proposition pour une grille de lecture », in Delcourt J. et P. Woot (de) (dir.), *Les défis de la globalisation*, Babel ou Pentecôte, Presses Universitaires de Louvain, pp. 451-478.
- DEGAVRE, F. (2005), « Enjeux du développement dans les contextes Nord. Le rôle des femmes dans le care et la reproduction du lien social », Thèse de doctorat, Institut d'Etudes du Développement, CIACO, Louvain la Neuve.
- FALQUET, J-F (2003), « Femmes, féminisme et "développement" : une analyse critique des politiques des institutions internationales », in Bisilliat J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Paris, Karthala, pp. 75-112.
- FLEW, F., BAGILHOLE, B., CARABINE, J., FENTON, N., KITZINGER, C., LISTER R. et WILKINSON, S. (1999), « Local Feminisms, Global Futures », *Women's Studies International Forum*, vol. 22, n°4, pp. 393-403.
- FUREDI, F. (1997), *Population and Development. A Critical Introduction*, Cambridge, Polity Press.
- GIMÉNEZ, M. (1975), « Marxism and Feminism », *A Journal of Women Studies*, vol. I, n°1, pp. 61-80.
- GRIMES, S. (1998), « From Population Control to "Reproductive Rights" : Ideological Influences in Population Policy », *Third World Quarterly*, vol. 19, n°3, pp. 375-393.
- HARCOURT W. 1994, *Feminist perspectives on sustainable development*, Zed Books ltd, London and New Jersey.
- JACKSON, C. (1998), « Rescuing gender from the poverty trap », in Jackson C. et R. Pearson (eds.), *Feminist Visions of Development. Gender, Analysis and Policy*, Londres et New-York, Routledge, pp. 39-64.
- KABEER, N. (1994), *Reversed Realities, Gender Hierarchies in Development Thought*, Londres, Verso.
- LAPEYRE, F. (2001), « De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale », in Delcourt J. et Woot P. (de) (dir.), *Les défis de la globalisation. Babel*

- ou *Pentecôte*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, pp. 189-202.
- LERNER, D. (1964), *The Passing of Traditional Society*, New-York, Free Press.
- LEWIS, A. (1955), *The Theory of Economic Growth*, Londres, Allen and Unwin.
- LONG, N. et LONG, A. (1992), *Battlefields of Knowledge*, Londres, Routledge.
- MESTRUM, F. (2003), « De l'utilité des femmes pauvres dans le nouvel ordre mondial », in Bisilliat J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation*, Paris, Karthala, pp. 35-73.
- MOHANTY, C. (1988), « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Feminist Review*, n°30, pp. 65-68.
- MOLYNEUX, M. (2002), « Gender and the Silences of Social Capital: Lessons from Latin America », *Development and Change*, vol. 33, n°2, pp. 167-188.
- ONG, A. (1988), « Colonialism and Modernity: Feminist Re-presentations of Women in Non-Western Societies » in *Inscriptions*, Center for Cultural Studies, pp. 79-93.
- PARPART, J. (1995), « Deconstructing the Development "Expert": Gender, Development and the "Vulnerable" Groups », in Marchand M. et Parpart J. (eds.) *Feminism, Postmodernism Development*, Londres et New-York, Routledge.
- PARPART, J., CONNELLY, P., et BARRITEAU, E. (eds.) (2000), *Theoretical Perspectives on Gender and Development*, Canada, International Development Research Centre.
- PARSONS, T. (1967), *Sociological Theory and Modern Society*, New-York, Free Press.
- PEEMANS, J.P. (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement "réel" dans la seconde moitié du XXème siècle*, Centre International de Formation en Développement et Population, Louvain-la-Neuve, Académia Bruylant/l'Harmattan/.
- PEEMANS, J.P. (2004), « Quelques remarques introductives sur les rapports entre gouvernance locale, économie sociale et pratiques populaires face à la globalisation », in Charlier, S., Nyssens M., Peemans J.P. et I. Yépez (dir.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses Universitaire de Louvain, Louvain-la-Neuve, pp. 17-52.
- POLANYI, K. (1944), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre Temps*, Paris, Éditions Gallimard, Paris.
- ROSTOW, W. (1960), *The Stages of Economic Growth: A Non Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SAINT-HILAIRE, C. (1996), « La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines », *Anthropologie et sociétés*, vol.20, n°1, pp. 81-102.
- SCOTT, C. (1995), *Gender and Development, Rethinking Modernization and Dependency Theory. Women and Change in the Developing World*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

- SEN, G. (1994), « Reproduction: The Feminist Challenge to Social Policy » in Sen, G. and Snow, R., *Power and Decision: the Social Control of Reproduction*, Cambridge, Harvard School of Public Health, pp. 1-17.
- TINKER, I. (1997), « The Making of a Field: Advocates, Practitioners and Scholars » in Duggan N., Nisonoff L., Visvanathan N. et N. Wieggersma, *The Women, Gender and Development Reader*, Londres, Zed Books LTD, pp. 33-41.
- TODARO, R. et GUZMAN, V. (2001), « Apuntes sobre género en la economía global », in *El Género en la Economía*, Ediciones de las mujeres n° 32. CEM, Isis Internacional, pp. 1-17
http://www.cem.cl/pdf/apuntes_genero.pdf.